

Approvisionnements d'énergie—Loi

pas qu'il soit le seul arbitre en ce domaine étant donné que les provinces devraient avoir leur mot à dire à ce sujet. C'est pourquoi je crois que nous devrions attendre l'issue de la prochaine conférence fédérale-provinciale. Je le répète, je ne voudrais pas que le gouvernement ait ce pouvoir ni un pouvoir absolu sur les pétroles.

Tandis que nous discutons de ce bill, monsieur l'Orateur, le premier ministre (M. Trudeau) essaie de présenter le premier ministre de l'Alberta, M. Lougheed, comme le coupable de la crise énergétique, bien que ce dernier ait fait tout son possible pour veiller à ce que le pétrole brut de l'Alberta soit acheminé vers l'Est du Canada. Ce n'est pas la faute du premier ministre de l'Alberta si le gouvernement fédéral n'a pas pris des mesures afin de prolonger le pipeline au moins jusqu'à Montréal. Ce n'est pas la faute du premier ministre si le gouvernement fédéral ne connaît pas encore l'ampleur de la crise de l'énergie dans notre pays.

Nous savons et le premier ministre sait que c'est la faute du gouvernement fédéral si nous nous trouvons dans ce pétrin. Le premier ministre (M. Trudeau) essaie d'exploiter la crise énergétique à des fins politiques, ce qui est méprisable. Il cherche à créer une dissension entre le parti conservateur provincial de l'Alberta et le parti fédéral en essayant de persuader les habitants de l'Est que le gouvernement de l'Alberta refuse de coopérer avec le gouvernement fédéral d'Ottawa.

C'est absolument faux. Je ne condamne pas le premier ministre Lougheed d'avoir refusé de laisser le gouvernement fédéral le mettre dans le pétrin. Le gouvernement a toujours besoin d'un bouc émissaire lorsqu'il cafouille ou qu'il patauge, c'est-à-dire très souvent. Les gaffes du gouvernement ont la régularité d'un mouvement d'horloge, et il lui faut donc toujours un bouc émissaire. J'aimerais dire au ministre de l'Énergie qu'il pourrait très bien être le prochain bouc émissaire pour la simple raison qu'il n'a pas réussi à faire endosser la responsabilité de la crise énergétique au premier ministre Lougheed. Le ministre de l'Énergie est très utile au patron, se tient tout près, et il a si souvent commis des gaucheries qu'il est vulnérable. Il doit savoir qu'il n'est pas le premier membre du cabinet à servir de bouc émissaire pour camoufler les erreurs du premier ministre.

Pour conclure, monsieur l'Orateur, je suggérerais que le premier ministre cesse de brandir la question du bilinguisme chaque fois qu'il veut désamorcer une situation explosive. Je dis au premier ministre que le bilinguisme ne revêt pas une plus grande importance pour le Canada que le pétrole l'économie et l'utilisation de nos ressources. Ses propos ne sont pas dignes du Parlement et bien que nous sachions tous qu'il éprouve du mépris pour cette institution, il devrait tenter de le dissimuler pour le peu de temps qu'il lui reste à siéger de ce côté-là de la Chambre. Je suggère qu'il s'en prenne à ses ministres plutôt qu'à la Chambre et à certaines régions du pays. Soyez assuré, monsieur l'Orateur, que l'institution du Parlement survivra longtemps au premier ministre actuel.

● (1430)

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, nous devons reconnaître que le ministre responsable de l'énergie tente depuis au moins quatre mois de créer un sentiment de crise au Canada. Parfois, il a semblé réussir. Puis on a trouvé du pétrole et le Canada continue à recevoir des approvisionnements. Quand nous nous sommes rendu

[M. Alkenbrack.]

compte de la situation, nous avons connu notre chance, car il n'y a pas encore de crise du pétrole au Canada.

Il n'y a pas de doute, il y a une crise mondiale. Les Américains sont en mauvaise posture ainsi que l'Europe et le Japon. Nous devons essayer d'analyser la situation pour voir si nous avons eu recours aux bonnes méthodes pour faire face à une crise éventuelle au Canada.

J'ai un exemplaire d'une analyse quotidienne des nouvelles au sujet du pétrole publiée à New York. Elle est en date du 8 novembre 1973. J'en citerai un passage pour montrer aux députés comment on interprète notre façon d'agir. Il y est question de Calgary et de l'industrie du pétrole dans l'Ouest canadien. Je cite:

Ses 275 compagnies, depuis les grandes filiales des principales compagnies américaines jusqu'aux petites sociétés indépendantes sont devenues des pièces impuissantes que manœuvrent de plus en plus mal le gouvernement albertain et le gouvernement fédéral dans la partie d'échecs qu'ils ont engagée en matière d'énergie.

Depuis quelques jours, la Saskatchewan participe à ce jeu d'échecs. Nous accueillons avec satisfaction sa préoccupation et sa participation.

Pourquoi le gouvernement a-t-il tenté de susciter une crise bien avant que ce soit nécessaire? Je crois que la chose est attribuable à sa situation à la Chambre des communes, une situation fortement minoritaire. Il n'a pas réussi à se gagner la sympathie des Canadiens et il tente de créer un problème dans l'espoir qu'il pourra s'adresser au peuple et gagner des élections grâce à une politique à court terme qu'il a mise au point. Jeudi de la semaine dernière, certaines gens croyaient que des élections seraient déclenchées. Toutefois, le premier ministre (M. Trudeau) a prononcé un discours dans lequel il tentait d'obtenir le vote du NPD. De nombreux membres de la droite de son parti ont dû être attristés et scandalisés du cynisme qu'il manifeste en faisant appel aux principes socialistes. Mais en y songeant bien, ils n'auraient pas été scandalisés. Ils se seraient rendu compte qu'il se montrait sous son vrai jour.

J'ai ici un éditorial qui a paru dans l'*Albertan* du 8 décembre. L'auteur fait allusion à l'entente qui est intervenue il y a une semaine jeudi. Il écrit en partie ce qui suit:

Socialistes depuis des années.

Depuis plus de quatre ans, je tente, avec peu de succès il est vrai, de préparer mes lecteurs pour la dernière étape de la conversion du gouvernement fédéral au socialisme. Les indices ont toujours été bien évidents.

Revoyons-les encore une fois brièvement. Avant leur entrée sur la scène politique fédérale, les «trois colombes» qui guident les pas du gouvernement fédéral à Ottawa, MM. Trudeau, Marchand et Pelletier étaient les porte-parole du parti socialiste au Québec. Ils ont fait campagne, rédigé et distribué de la documentation au nom du NPD et ce n'est que lorsque la population du Québec a démontré sans équivoque qu'elle ne voulait absolument pas de socialisme comme mode de vie politique qu'ils changèrent leur fusil d'épaule et se rallièrent au parti libéral.

Les libéraux de droite ont cédé et ont laissé ces hommes diriger leur parti. Nous nous rappelons tous le congrès qui a vu le premier ministre accéder à la direction du parti. Les partisans de la libre entreprise au sein du parti libéral ne devraient pas s'étonner que ces idées, ces intérêts profonds et ces authentiques sentiments aient été là depuis longtemps.

Qu'est-ce qui est en cause dans cette mesure législative? C'est la recherche du pouvoir, d'un pouvoir dictatorial, d'un pouvoir que seul un véritable socialiste souhaiterait, d'un pouvoir auquel seul un véritable socialiste pourrait être sensible, le pouvoir de priver l'individu de sa liberté.